

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

RDCONGO-RWANDA-CRIMES-
PROCÈS-CPI-CONFLIT

L'ex-chef de guerre congolais Bosco Ntaganda, "en paix avec lui-même", va faire appel de la condamnation à 30 ans de prison ferme qui lui a été infligée par la Cour pénale internationale (CPI), a déclaré vendredi son avocat. Surnommé "Terminator", Ntaganda a écopé jeudi de la peine la plus lourde jamais prononcée par la juridiction basée à La Haye après avoir été reconnu coupable en juillet de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis en République démocratique du Congo (RDC) au début des années 2000.

MALAWI-ÉLECTIONS-PRÉSIDENTIELLE

UN témoin-clé cité par l'opposition malawite, qui a demandé l'annulation pour fraude de la réélection du président Peter Mutharika en mai, a affirmé vendredi que les résultats du scrutin produits par la Commission électorale avaient été manipulés. Daud Suleman, un expert en informatique qui a travaillé pour un parti d'opposition pendant l'élection, a affirmé devant la Cour constitutionnelle que des données essentielles avaient été supprimées lors de l'enregistrement des résultats.

BOSNIE-FRANCE-POLITIQUE-DIPLOMATIE-JIHADISTES

Le président en exercice bosnien, Zeljko Komsic, a convoqué hier l'ambassadeur de France à Sarajevo, après des propos du président français Emmanuel Macron qui a qualifié la Bosnie de "bombe à retardement" en évoquant le retour de jihadistes dans ce pays des Balkans. Dans un entretien avec l'hebdomadaire The Economist, rendu public jeudi dernier, le président français a déclaré qu'il était préoccupé par la situation en Bosnie, plus que dans d'autres pays des Balkans.

TADJIKISTAN-ATTAQUE-RUSSIE

Le groupe Etat islamique (EI) a revendiqué vendredi un assaut meurtrier mené deux jours plus tôt contre une unité de gardes-frontières au Tadjikistan, un pays d'Asie centrale régulièrement visé par des opérations jihadistes.

Les combattants du Califat ont attaqué un centre des gardes-frontières tadjiks apostats dans la région de Ishkobod, près de la frontière avec l'Ouzbékistan, indique l'EI dans un communiqué diffusé sur ses chaînes Telegram, rapportant «des affrontements à la mitrailleuse qui se sont poursuivis pendant plusieurs heures».

L'attaque avait eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi près de la frontière ouzbèke, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale tadjike, Douchanbé.

Bissau : le sommet de la Cédéao pour sortir de l'impasse

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

COMME depuis près de 30 ans, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) est, à nouveau au chevet de la Guinée-Bissau frappée par une énième crise politique. Hier, s'est ouvert à Niamey au Niger un sommet extraordinaire sur la crise dans ce pays lusophone. "La Cédéao ne peut tolérer la déstabilisation d'un Etat membre", a affirmé le président nigérien Mahamadou Issoufou, à l'ouverture de cette rencontre des pays de cet espace communautaire. Les chefs d'Etat de l'Organisation se sont ensuite réunis à huis clos. Deux jours après avoir donné "48 heures pour démissionner" au "gouvernement illégal" nommé par le président bissauguinéen José Mario Vaz sous peine de lourdes sanctions. Le sommet doit tenter de trouver une solution de sortie de cette crise qui dure depuis plus d'une semaine. "La Guinée Bissau vit une situation de crise politique et institutionnelle grave avec des conséquences désastreuses pour ce pays et pour la sous-région. Cette situation constitue un écart grave par rapport aux valeurs et normes définies dans les différents protocoles de la Cédéao", a poursuivi M. Issoufou.

Le président de la Commission de la Cédéao, l'Ivoirien Jean-Claude Brou, avait affirmé jeudi soir à la télévision nigérienne: "C'est un important sommet extraordinaire (...) C'est un pays frère (...) qui traverse une période un peu difficile au plan politique. C'est normal que les chefs d'Etat se réunissent pour examiner la situation et pour essayer d'apporter des solutions pour pouvoir permettre à ce pays de retrouver la sérénité, la paix et la stabilité". "Il y a des élections présidentielles qui sont prévues en Guinée-Bissau le 24 novembre 2019, ce sont des élections importantes, ça va permettre de régler la question du vide constitutionnel qui existe et ça va permettre au pays de clôtu-



Les chefs d'État de la Cédéao au chevet de Bissau.

rer le cycle électoral puisqu'il y a eu des élections législatives le 10 mars 2019. Donc, c'est une élection (présidentielle) importante", a-t-il rappelé.

De son côté, le président Vaz avait exigé, mercredi, du gouvernement

qu'il a limogé de libérer dans les 24 heures les ministères. La poursuite depuis plus d'une semaine de ce bras de fer entre M. Vaz et le Premier ministre, Aristide Gomes, soutenu par la communauté internationale qu'il a li-

mogé, fait peser une hypothèque sur l'élection présidentielle du 24 novembre. C'est dire l'importance de ce scrutin supposé maintenir le cap de la légalité constitutionnelle retrouvé avec l'élection de M. Vaz en 2014.

Bissau ou l'éternelle assistée



Le président sortant, Jose Mario Vaz, semble être la clé des difficultés actuelles de son pays.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/gabon

LA Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a encore mis ses pieds dans le cafouillis politique bissau-guinéen en organisant depuis hier un sommet des chefs d'Etats dédié à la crise politique dans ce petit pays pauvre de l'Afrique de l'Ouest. Les dirigeants de cette partie du continent ont pris le ferme engagement de ramener la sé-

rérité à Bissau, la capitale, et sur l'ensemble de ce territoire. Ce qui passe par des discussions avec la classe politique bissau-guinéenne, notamment le président de la République en place, José Mario Vaz, et le gouvernement, dirigé par M. Aristide Gomes. Des relations tellement exécrables que le président, candidat indépendant à sa propre succession, a démis, il y a une dizaine de jours, le gouvernement actuel pour le remplacer par un nouveau. Ce

que la Cédéao et la communauté internationale ont vivement critiqué et rejeté.

Toutefois, il faut noter que ce n'est pas la première fois que les dirigeants de cet espace communautaire se retrouvent pour tenter de sortir ce pays d'une crise politique. Pas plus tard qu'en juin dernier, ils s'étaient déjà retrouvés avec les différents acteurs bissau-guinéens pour aboutir à une prolongation du mandat de l'actuel président jusqu'en fin novembre. Tout comme ils avaient activement participé à la nomination du gouvernement Aristides Gomes. Plus loin, il y a vingt ans, c'était encore la Cédéao qui va éteint les feux de la guerre civile qui sévissait à Bissau et dans les autres villes du pays.

Si l'objectif de cette rencontre de Niamey a pour toile de fond un retour à la sérénité politique afin que les élections présidentielles aient lieu aux dates prévues, il n'est pas assuré que pour la durabilité de l'accalmie, qu'il soit opportun de maintenir l'agenda décidé en juin par les chefs d'Etat de la Cédéao